

BUREAU CTÉ DE CNES DU HAUT-LANGUEDOC
5 rue de l'Artisanat - LACAUNE

**Délibération relative à Mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la
filière police municipale**

Séance du 09 décembre 2024
Délibération n°DBC_2024_080

Nombre de conseillers

En exercice : 20

Présents : 14

Absents :

- dont suppléés : 0
- dont représentés : 1

Votants : 15

- dont « pour » : 15
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 09 décembre 2024 à 16 h 30, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc, convoqué le 26 novembre 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à LACAUNE.

Présents : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Pierre BAILLY, Evelyne BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Isabelle CALVET, Francis CROS, Pierre ESCANDE, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Daniel VIDAL

Représentés : Michel FARENC par Marie-José BROUSSE

Excusés : Alain BARTHES, Jacques CALVET, Marie CASARES, Denis MAFFRE, Vincent VIDAL

Secrétaire de séance : Robert BOUSQUET

**Objet : Mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police
municipale**

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_080-DE

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;
Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;
Vu les délibérations en date du 9 septembre 2024, instaurant l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions et l'indemnité d'administration et de technicité ;
Vu l'avis du Comité social territorial en date du 19 novembre 2024,

Monsieur Le Président expose à l'assemblée :

Suite à la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n°2024-614, une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. Elle remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi :

- d'en définir les bénéficiaires,
- de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond,
- d'en préciser les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence, ...),
- de préciser la date d'effet.

Entendu le rapport du Président,

Le Bureau communautaire,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

1. Les bénéficiaires

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées aux articles 2 et suivants de la présente délibération.

Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,



- Cadre d'emplois des agents de police municipale,
- Cadre d'emplois des gardes champêtres,

2. Modalités et conditions d'attribution

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel,
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

CADRES D'EMPLOIS	Part fixe (Dans la limite des taux suivants)	Part variable (Dans la limite des montants suivants)
Directeurs de police municipale	33%	9500€
Chefs de service de police municipale	32%	7000€
Agents de police municipale	30%	5000€
Gardes champêtres	30%	5000€

L'ISFE est cumulable avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé,
- Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir

o Modalité d'attribution de la part fixe

La part fixe de l'ISFE tient compte de :

• Encadrement

- Niveau hiérarchique
- Nombre de collaborateurs (encadrés directement ou indirectement)
- Type de collaborateurs encadrés
- Niveau d'encadrement
- Niveau de responsabilité lié aux missions (ressources humaines, financière, juridique, politique, technique)
- Délégation de signature en termes de gestion du personnel
- Organisation du travail des agents, gestion des plannings
- Supervision accompagnement d'autrui tutorat
- Conduite de projet
- Préparation et/ou animation de réunion

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_080-DE

- Conseil aux élus
- **Technicité**
 - Technicité, niveau de difficulté
 - Champ d'application, polyvalence
 - Pratique et maîtrise d'un outil métier (langue étrangère, logiciel métier)
- **Qualification**
 - Diplôme nécessaire pour assurer les missions
 - Habilitation, certification
 - Actualisation des connaissances
- **Expertise**
 - Connaissance requise
 - Autonomie
- **Sujétions**
 - Relations externes, internes (typologie des interlocuteurs)
 - Risque d'agression physique
 - Risque d'agression verbale
 - Exposition aux risques sanitaires
 - Risque de blessure
 - Itinérance, déplacements
 - Variabilité des horaires
 - Contrainte météorologique
 - Travail posté
 - Obligation d'assister aux instances
 - Délégation de signature (engagement financier)
 - Engagement de la responsabilité juridique
 - Acteur de la prévention
 - Travail dimanche et les jours fériés (dans la mesure où ce n'est pas valorisé par une autre prime)
 - Travail exercé par la filière médico-sociale
 - Impact sur l'image de la collectivité
- **Expérience professionnelle**
 - Expérience dans d'autres domaines qui peuvent apporter un intérêt au poste
 - Connaissance de l'environnement de travail
 - Capacité à exploiter les acquis de l'expérience

Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

o **Modalité d'attribution de la part variable**

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères suivants :

- de l'investissement personnel de l'agent dans l'exercice de ses fonctions,

<p>AGEDI</p> <p>Dépôt Préfecture d'Albi</p>
<p>Contrôle de légalité</p> <p>Date de réception de l'AR: 10/12/2024</p> <p>081-200066553-20241209-DBC_2024_080-DE</p>

- sa disponibilité,
- la qualité de son travail
- son assiduité
- son sens du service public
- sa capacité à répondre à l'intérêt du service
- Son respect de la déontologie
- Sa capacité à travailler en équipe
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- Son implication dans les projets
- Sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel
- Le respect de la hiérarchie

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement (dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant). Elle peut être complétée d'un versement annuel, sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.

Clause de sauvegarde

Conformément à l'article 7, dernier alinéa du décret n° 2024-614 du 26/06/2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment (de 50% du plafond annuel défini par l'organe délibérant) et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

3. L'ISFE en cas d'absentéisme

- Part fixe

Maintien dans son intégralité de l'ISFE part fixe en cas de congés annuels, de congés pour accident de service, pour maladie professionnelle, pour congés de maternité, de paternité et d'adoption.

En cas de congé maladie ordinaire, conservation du régime indemnitaire dans les mêmes conditions que le traitement de base.

En cas de congés de longue maladie, de congés de longue durée ou de grave maladie l'ISFE n'est pas maintenue

En cas de temps partiel pour raison thérapeutique l'ISFE est maintenue dans sa totalité

Pour un agent en période de préparation au reclassement l'ISFE est maintenue dans sa totalité

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

<p>AGEDI</p> <p>Dépôt Préfecture d'Albi</p>
<p>Contrôle de légalité</p> <p>Date de réception de l'AR: 10/12/2024</p> <p>081-200066553-20241209-DBC_2024_080-DE</p>

- Part variable

Le versement de la part variable étant liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir et sera donc conditionné par les résultats, la manière de servir de l'agent ainsi que les autres critères fixés par la délibération.

- Part variable versée dans le cadre de la clause de sauvegarde :

Maintien dans son intégralité de l'ISFE part variable issue de la clause de sauvegarde en cas de congés annuels, de congés pour accident de service, pour maladie professionnelle, pour congés de maternité, de paternité et d'adoption.

En cas de congé maladie ordinaire, conservation du régime indemnitaire dans les mêmes conditions que le traitement de base.

En cas de congés de longue maladie, de congés de longue durée ou de grave maladie l'ISFE part variable n'est pas maintenue

En cas de temps partiel pour raison thérapeutique le montant de l'ISFE est maintenu

Pour un agent en période de préparation au reclassement l'ISFE est maintenue

4. Revalorisation

Les primes et indemnités feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

5. Date d'effet et crédits budgétaires

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2025

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – Robert BOUSQUET



Le Président – Daniel VIDAL



Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture
le 10 / 12 / 2024
et publié ou notifié
le 10 / 12 / 2024

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC 2024_080-DE